

Liberté de culte : quand les catholiques se réveillent



Article rédigé par *le Figaro*, le 18 décembre 2020

Source [le Figaro] Si l'Église catholique ne s'était pas mobilisée comme elle l'a fait le mois dernier, en déférant devant le Conseil d'État les dispositions gouvernementales restreignant drastiquement la liberté de culte, la fête de Noël aurait pu être gâchée. Poussé par des jeunes générations de catholiques, l'épiscopat a osé se rebeller.

Presque surprise par son audace, la timide Église de France a pourtant fini par hausser le ton et donner de la voix - ce qui ne s'était pas vu depuis des années. En cause: [les restrictions drastiques à la liberté de culte édictées par le gouvernement](#), autorisant à se regrouper dans un édifice, quelle que soit sa taille, un maximum de 30 fidèles! Pour lutter contre l'épidémie de Covid-19, la haute administration soutenait jusqu'à l'absurde qu'une chapelle de campagne avait la même contenance qu'une cathédrale. Soit une «limite stricte» de 30 fidèles.

Ce fut le pas de trop. Jusque-là divisés sur l'attitude à adopter pendant la pandémie, les catholiques se soudèrent en un seul corps. Le Conseil d'État fut saisi par l'épiscopat. L'instance de justice trancha. Elle obligea le gouvernement à accepter une jauge proportionnelle à la surface des lieux de culte. [Ce qui fut acté le 2 décembre 2020](#).

Sans le savoir, les cathos venaient de sauver Noël. Qu'auraient été les messes de cette grande fête de la naissance du Christ sans cette épreuve de force et son résultat? D'autant que la réévaluation des mesures sanitaires, promise à la mi-décembre, aurait durci la norme. Un Noël qui se présente de plus sans couvre-feu alors que le 31 décembre sera ligoté. Si les temps n'étaient pas si déchirants pour des lieux vitaux de la société, désespérément fermés et si déchirés par tant de malades et de morts, on crierait au miracle...

Mais il n'y a pas que cet aboutissement. Cet épisode a produit un déclic dans la mentalité dominante de l'épiscopat. Les relations avec l'État y étaient régies par un credo, celui de la «négociation» à tout prix pour préserver les bonnes relations. Cette idée polie de l'entente cordiale - à l'honneur du christianisme - subsistera toujours mais elle ne sera plus la seule voie possible. Les évêques ont compris que les temps avaient changé pour l'Église. Elle n'était plus respectée comme telle.

Les catholiques, une religion comme une autre?

La dureté inattendue de ce rapport de force avec le gouvernement a eu l'effet d'un électrochoc chez les têtes mitrées. En l'an de grâce 2020, l'Église, même la plus «ouverte», compatible avec toutes les évolutions de société, n'a plus compté que pour rien ou presque en France. Ce choc a été inouï pour des responsables ecclésiastiques plutôt habitués à fuir les confrontations politiques parce qu'ils étaient persuadés qu'ils représentaient encore quelque chose et qu'on finirait par les écouter. Effet du «macronisme»? Cette fois, aucune préséance, même de dignité, ne lui a plus été accordée. Les cathos n'avaient qu'à se ranger et se taire, assis au même rang et sur le même banc que les autres «religions» dans la grande nef de la laïcité.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)